VERNEUIL Yves. – *Les Agrégés. Histoire d'une exception française*

Paris : Belin, 2005. – 367 p.

Jean-Michel Chapoulie

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/1175>

DOI : 10.4000/histoire-education.1175

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 126-130

ISBN : 2-7342-1043-6

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean-Michel Chapoulie, « VERNEUIL Yves. – *Les Agrégés. Histoire d'une exception française* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 109 | 2006, mis en ligne le 23 mars 2009, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1175> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.1175>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

VERNEUIL Yves. – *Les Agrégés. Histoire d'une exception française*

Paris : Belin, 2005. – 367 p.

Jean-Michel Chapoulie

RÉFÉRENCE

VERNEUIL Yves. – *Les Agrégés. Histoire d'une exception française*. – Paris : Belin, 2005. – 367 p.

¹ C'est l'histoire d'une catégorie dotée d'une charge symbolique importante dans le système scolaire français des deux derniers siècles qui est au centre de l'ouvrage d'Yves Verneuil, et non l'histoire de ceux qui appartinrent, durablement ou brièvement, à cette catégorie. Les agrégés – dans les usages habituels de cette appellation – n'ont constitué tout à fait ni une catégorie de fonctionnaires, ni le groupe des anciens élèves d'une même école, mais les lauréats d'une série de concours qui utilisent bien souvent ce titre pour le restant de leur vie. On peut s'interroger sur l'alchimie sociale qui intègre en ce qu'on peut appeler une catégorie symbolique un mélange hétérogène de personnes qui exercent des activités si variées et ont suivi des parcours si divers que leur titre d'agrégés est leur principal, sinon leur seul point commun. On peut aussi se demander comment une catégorie ainsi constituée a perduré pendant deux siècles d'une histoire institutionnellement mouvementée. L'ouvrage de Verneuil, qui hésite entre une approche historique de la catégorie des agrégés en poste dans l'enseignement secondaire et l'analyse de la défense collective de ceux qui se recommandent du titre d'agrégé, présente des éléments de réponse à ces deux questions.

² L'ouvrage présente dans une première partie la genèse administrative de la catégorie, qui commence en 1766 avec l'organisation d'un premier concours destiné à « agréger » de nouveaux membres à l'Université d'Ancien Régime. L'appellation d'agrégé et la sélection par concours apparaissent de nouveau après 1808, mais les agrégés constituent alors non pas des professeurs titulaires, mais le vivier – ou plutôt

l'un des viviers – dans lequel puise le Grand Maître de l'Université pour nommer ces derniers. Les concours pour l'accès au statut d'agrégé, un temps disparus, réapparaissent timidement en 1821 comme concours régionaux, et c'est seulement après 1845 que l'agrégation devient un concours national, ou plutôt une série de concours nationaux puisque la différenciation par discipline commence dès 1830 à déborder la division traditionnelle entre agrégations de grammaire, belles-lettres et philosophie, avec la création de l'agrégation d'histoire et de géographie, suivie dix ans plus tard par celle des agrégations de mathématiques et de sciences physiques et naturelles.

3 Cette différenciation des concours par discipline s'est avérée instable : il n'y a plus qu'une agrégation de sciences et une de lettres entre 1853 et 1858. La réglementation définissant les concours, les droits et les carrières ultérieures des lauréats n'a connu aucune longue période de stabilité. L'histoire de l'agrégation est ainsi une longue histoire d'aménagements réglementaires, dont les justifications sont à la fois simples et multiples : élever le niveau de connaissances du corps enseignant, ou au contraire s'assurer de ses compétences en matière d'éducation – morale au XIXe siècle, pédagogique aujourd'hui ; renforcer le statut de telle ou telle matière enseignée ; économiser sur les salaires. Comme le montre Y. Verneuil, la définition officielle la plus simple de l'agrégation comme concours de recrutement de professeurs de l'enseignement secondaire est souvent empiriquement inexacte : les concours ont souvent joué davantage un rôle dans la promotion d'un personnel déjà recruté que dans le recrutement de nouveaux professeurs. La situation actuelle de l'agrégation, avec un concours externe et un concours interne plus une voie de promotion par liste, ne représente nullement une rupture avec le passé.

4 La catégorie des agrégés n'existe pas en tant que telle – c'est-à-dire en tant que capable d'une définition collective de ses intérêts – avant l'âge d'or de la « République des agrégés », à partir de 1880. Avec celle-ci, l'agrégé (homme) devient pour plus d'un demi-siècle le professeur de lycée de référence pour l'administration, mais aussi pour ceux qui visent ces fonctions ; il est, entre autres, membre d'un collège électoral représenté au Conseil supérieur de l'Instruction publique, dont les avis exprimèrent plus souvent l'appétit du *statu quo* qu'un grand souci d'adaptation aux nécessités changeantes du monde (même dans leur dimension culturelle). En 1914 est fondée la Société des agrégés, organisation corporative en gestation depuis 1906. Celle-ci sut habilement prendre appui sur le développement presque contemporain des associations syndicales de professeurs. Après 1918, son bulletin est l'une des sources principales utilisées par Verneuil, qui offre, pour plusieurs périodes, l'analyse des positions et des stratégies de défense et de promotion auxquelles la Société a eu recours. L'ouvrage donne ainsi une vision d'ensemble des arguments utilisés dans la défense des intérêts des agrégés : en matière de revenus, de nomination, d'horaires de travail, d'accès aux différents types de promotion. L'argumentation est remarquablement répétitive au fil du temps, mais on découvre, chez les responsables de la Société des agrégés, un grand art de l'adaptation à des situations changeantes. L'apparition de professeurs femmes agrégées après 1883 ajoute une complication nouvelle, ainsi d'ailleurs que la présence de femmes dans certains concours masculins (notamment en langues). Y. Verneuil consacre un excellent chapitre à cette question et l'on regrette seulement de ne pas connaître plus en détail comment se fit la fusion des

deux sociétés catégorielles, en 1948, après les épisodes tumultueux de l'entre-deux-guerres.

⁵ Les principaux apports de l'ouvrage – au moins selon l'auteur de cette note – concernent la période 1900-1940. Verneuil montre comment la Société des agrégés parvint à défendre sa politique (l'obtention d'avantages catégoriels et de privilèges qui permettaient à ses membres un accès massif aux postes parisiens) par un jeu entre le contrôle des syndicats et les initiatives autonomes. Qui connaît un peu l'âpreté des conflits politico-idéologiques des intellectuels de l'époque découvrira avec un certain étonnement comment se succédèrent à la tête de la Société un président militant socialiste et un président militant de l'Action française, unis (au moins en apparence) dans une défense « apolitique » des agrégés (le terme « apolitique » qu'utilise Verneuil semble d'ailleurs ne pas tout à fait convenir : il vaudrait mieux dire que l'agrégation, comme incarnation d'une valeur suprême, se révèle plus importante pour les agrégés dans cette période que les orientations politiques)¹.

⁶ Comme le souligne Y. Verneuil, deux singularités structurelles du système scolaire français à partir du milieu du XIX^e siècle sont étroitement liées à l'agrégation : une relation particulière entre l'enseignement secondaire et les enseignements supérieurs littéraires et scientifiques ; la place de l'École normale supérieure (aujourd'hui ENS Ulm) dans le système scolaire. Paradoxalement, l'agrégation comme l'École normale supérieure, qui ont à de multiples reprises résisté à des tentatives de réformes, semblent en permanence en porte-à-faux dans le système scolaire : dépourvue de diplôme de sortie pour ses élèves, l'École normale s'est partiellement approprié l'agrégation, rendant par contrecoup difficile une redéfinition de celle-ci comme simple concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire. L'enseignement supérieur ne s'est, de son côté, jamais privé de recruter une partie importante de son personnel parmi les agrégés, tirant ces concours vers un rôle de diplôme supérieur de fin d'études – rôle que jouent souvent dans d'autres pays les examens de doctorat. On est tenté de mentionner un autre élément, plus discrètement évoqué par Y. Verneuil, et qui s'est effacé au cours de la période qu'il étudie : les humanités classiques. Parmi les agrégés, le poids des agrégés de lettres et de grammaire dépassa longtemps celui de toutes les autres spécialités et la défense de l'agrégation accompagna longtemps celle des « humanités » (c'est-à-dire non seulement l'enseignement du latin et du grec, mais un « enseignement d'imprégnation » devant séparer précocement les élus du reste de leur génération).

⁷ Le rédacteur d'une note de lecture sur un sujet voisin de ceux sur lesquels il a lui-même longuement travaillé n'est que rarement pleinement satisfait par l'ouvrage dont il rend compte, et sans doute encore moins souvent s'il appartient à une autre génération et s'il a suivi un tout autre parcours que l'auteur de celui-ci.

⁸ Une première réserve tient à la place trop faible accordée aux disciplines scientifiques et techniques. Verneuil n'ignore certes pas leur singularité, mais il considère trop souvent l'agrégation à travers le prisme des agrégations de lettres, et plus particulièrement de l'agrégation d'histoire. C'est négliger la place croissante qu'ont prise les scientifiques – progressivement et lentement – dans les décisions de politique scolaire, et aussi dans les postes de direction du ministère de l'Éducation nationale. Depuis les années 1950, ce sont les enseignements scientifiques et, par conséquent, le souci des agrégations scientifiques qui sont au cœur du système scolaire français : l'ouvrage est presque silencieux sur les évolutions que celles-ci ont connues –

en dehors de leur différenciation accrue – et sur leur rapport, qu'il convient d'examiner discipline par discipline, avec la recherche scientifique. Le cas des agrégations des disciplines techniques, dont l'ENS de Cachan eut une sorte de monopole, n'aurait pas moins mérité un traitement détaillé, car celles-ci ont eu une importance décisive dans le développement des IUT.

⁹ Y. Verneuil semble, par ailleurs, parfois trop disposé à reprendre à son compte les normes implicites du milieu enseignant. Il admet, par exemple, que le « niveau » de l'agrégation est quelque chose de définissable, et donc comparable d'une année à l'autre ou d'une agrégation à l'autre – conviction toujours présente sur le mode de l'évidence derrière les jugements des défenseurs de ces concours. La même tendance explique sans doute que l'on ne trouve pas dans l'ouvrage d'analyse systématique du point de vue des administrateurs, qui explique pourtant la politique suivie – y compris dans ses apparentes incohérences, qui découlent souvent de compromis entre des nécessités contradictoires. L'absence d'exposé des analyses de l'agrégation par Bourdieu est par ailleurs surprenante, alors que Verneuil fait (à juste titre) une place aux prises de positions des adversaires de l'agrégation autour de 1968. Ce n'est évidemment pas un examen du bien-fondé (ou non) des analyses de Bourdieu qui fait défaut, mais l'exposé et la contextualisation de thèses qui ont connu alors une notable diffusion dans les milieux de l'enseignement².

¹⁰ Ces insatisfactions mineures ne doivent pas faire oublier l'apport d'un ouvrage qui, en adoptant une perspective temporelle large et en s'attachant à ces acteurs peu visibles que sont les défenseurs de la catégorie supérieure des professeurs de lycées, apporte un éclairage sur une des singularités essentielles du système scolaire français.

NOTES

1. Le même genre de formulation vaudrait aussi pour définir les positions du communiste Georges Cogniot et du radical Hyppolite Ducos dans leur défense de l'agrégation et des humanités.

2. On regrette aussi que les critiques antérieures de Lucien Febvre et de Marc Bloch à propos de l'agrégation d'histoire soient également passées sous silence : elles expriment un point de vue durable chez les chercheurs de plusieurs disciplines de sciences sociales – je peux en témoigner.

AUTEURS

JEAN-MICHEL CHAPOULIE